



*Au service  
des peuples  
et des nations*

**PROJET  
D'ASSISTANCE ELECTORALE EN TUNISIE (PAET)**

---

**Termes de Références**

**Recrutement d'un(e) consultant(e) spécialiste en communication politique**

**Avril 2020**

---

## 1. Information sur le poste de consultant individuel

---

Titre :	Consultant(e) spécialiste en communication politique
Contrat :	IC National
Rapport à soumettre :	Spécialiste des affaires juridiques électorales
Location :	Tunis
Période :	40 jours de travail d'avril 2020 au 31 décembre 2020
Langue requise :	Arabe et français
Date de début :	Avril 2020
Date de fin du contrat :	31 décembre 2020

---

## Contexte organisationnel

---

La mobilisation des jeunes pour la participation aux élections reste un défi majeur à relever par les autorités électorales. Les leçons apprises des dernières élections montrent une grande désaffection des jeunes traduite par un faible taux de participation aux différentes opérations électorales depuis 2014. Pour comprendre ce déficit électoral, le projet d'assistance électorale du PNUD Tunisie a réalisé en 2019 une enquête sur terrain auprès des jeunes étudiants et des jeunes dans des situations de vulnérabilité. L'étude reposait essentiellement sur une approche qualitative basée sur un guide d'entretien semi-directif. Des focus-groups (15) ont été animés avec des étudiants et des jeunes vulnérables vivant dans des quartiers péri-urbains dans différentes villes tunisiennes. Le choix des étudiants comme objet de l'étude trouve sa justification dans l'importance de la population estudiantine en Tunisie (234 mille étudiants pour l'année 2018). Quant au choix des jeunes en situation de précarité, il émane de la volonté de comprendre le rapport entre une situation de vulnérabilité et le degré d'engagement citoyen.

Les résultats de l'enquête ont été finalisés fin 2019. Le projet envisage pour 2020 de poursuivre les études sur la question épineuse de l'engagement politique des jeunes. L'objectif étant l'élaboration d'orientations stratégiques en la matière.

D'un autre côté, avec le développement des techniques de communication politique, notamment à travers les réseaux sociaux et l'utilisation à grande échelle des outils de marketing commercial à des fins politiques, les risques de manipulation des électeurs prennent de plus en plus d'importance. Si l'on ajoute à cela l'utilisation des médias à des fins de propagande politique illicite et le manque de transparence dans le financement de la vie politique qui alimente les abus de tout genre, on réalise bien que les frontières entre besoins légitimes de mener une campagne électorale en toute liberté et manœuvres frauduleuses visant à influencer les électeurs, deviennent de plus en plus insaisissables. Tous ces développements imposent une évaluation du cadre juridique actuel qui régit les activités et le financement de la campagne électorale afin d'identifier les lacunes et les zones de faiblesse et proposer des recommandations aux autorités publiques en charge du domaine des élections en Tunisie.

A cet égard, force est de constater la complexité de la matière, où s'interconnectent plusieurs disciplines : sciences juridiques, sciences politiques, sciences des technologies de l'information et de la communication, finances, communication politique, médias... Pour bien saisir les différents contours de la matière et mener à bien cette évaluation une approche multidisciplinaire s'impose. C'est la raison pour laquelle le projet d'assistance électorale du PNUD a choisi de réunir un groupe d'experts de profils différents mais qui connaissent bien la thématique dans ses multiples dimensions.

Dans ce cadre, le PNUD Tunisie recrute un (1) consultant spécialiste dans la communication politique. Sous la direction du conseiller juridique du projet il va réaliser deux études sur la participation politique des jeunes et l'impact de la publicité politique sur l'orientation de l'opinion publique en période électorale. Il va en outre intégrer le groupe

d'experts que le projet est en cours de mettre en place pour évaluer le cadre juridique et réglementaire relatif à la campagne électorale.

## 2. Fonctions

Sous la direction du spécialiste des affaires juridiques électorales, le(a) consultant(e) est appelé à réaliser les tâches suivantes :

- Elaboration d'une étude sur l'impact que pourrait avoir la digitalisation croissante de la communication politique sur la participation politique des jeunes
- Elaboration d'une étude sur l'impact de la publicité politique sur l'orientation de l'opinion publique en période électorale
- Participer aux travaux du groupe d'experts mis en place par le projet pour évaluer le cadre juridique et réglementaire relatif à la campagne électorale

---

## 3. Résultats et livrables attendus

---

- 1- Elaboration d'une étude sur l'impact que pourrait avoir la digitalisation croissante de la communication politique sur la participation politique des jeunes : (15 jours de travail)
  - L'étude doit exposer les tendances en la matière à travers une approche comparative qui passe en revue des expériences internationales représentatives et pertinentes pour le contexte tunisien.
  - Le consultant doit procéder à une revue documentaire des travaux pertinents réalisés en Tunisie sur la participation politique des jeunes y compris l'enquête sur terrain réalisée par le projet d'assistance électorale du PNUD en 2019.
  - L'étude doit tracer l'évolution de la digitalisation de la communication politique en Tunisie notamment dans les différents processus électoraux depuis 2011. Cette analyse doit se baser notamment sur la revue documentaire susmentionnée et doit être étayée par des données statistiques et des illustrations graphiques qui démontrent comment la digitalisation de la communication politique pourrait impacter la participation politique des jeunes.
  - L'étude doit contenir des recommandations stratégiques pour les autorités électorales et pour le projet d'assistance électorale du PNUD concernant les techniques et les politiques de communication à mettre en œuvre pour impacter la participation politique des jeunes.
  - L'étude est rédigée en français et doit contenir entre 25 et 30 pages. Si les circonstances le permettent, Le consultant pourrait être invité à exposer les résultats de l'étude dans un panel.
- 2- Elaboration d'une étude sur l'impact de la publicité politique sur l'orientation de l'opinion publique en période électorale (15 jours de travail)
  - L'étude doit exposer les tendances en la matière à travers une approche comparative qui passe en revue des expériences internationales représentatives et pertinentes pour le contexte tunisien
  - L'étude doit contenir une analyse du gap entre le cadre juridique et réglementaire qui régit les campagnes électorales et les techniques de communication politique utilisées par les partis politiques et les candidats aux élections. Cette analyse du gap doit inclure une revue des expériences comparées pertinentes.

- L'étude doit contenir une analyse de la notion de publicité politique telle que définie dans la loi électorale afin de mesurer sa capacité réelle à réglementer la communication politique pendant les campagnes électorales
  - L'étude doit contenir entre 25 et 30 pages. Si les circonstances le permettent, Le consultant pourrait être invité à exposer les résultats de l'étude dans un panel.
- 3- Participation aux travaux du groupe d'experts mis en place par le projet pour évaluer le cadre juridique et réglementaire relatif à la campagne électorale : 10 jours de travail
- Le consultant doit partager des notes d'orientation avec les groupes d'experts mis en place par le projet sur des thématiques liées notamment à la participation politique des jeunes, à la publicité politique et à la propagande politique sur les réseaux sociaux.
  - Le consultant sera appelé également à échanger des commentaires avec les groupes d'experts mis en place par le projet notamment sur les travaux qui se recoupent avec les thématiques étudiées dans les études susmentionnées.
  - Les résultats de ces échanges doivent amener le consultant à dégager des recommandations à prendre en considération dans la loi électorale et les textes réglementaires élaborés par l'ISIE et la HAICA notamment en matière des techniques et/ou des outils qui permettent de mesurer l'impact de la publicité politique et des infractions électorales commises sur les réseaux sociaux sur les résultats des élections. Les recommandations devraient viser également une meilleure intégration des jeunes dans les politiques publiques des autorités électorales.

---

#### 4. Planning des paiements du

---

LIVRABLES	DELAIS/NBRE JOURS	TX PAIEMENT
<b>Livrable 1</b> L'étude sur l'impact de la digitalisation de la communication politique sur la participation politique des jeunes (en format Word)	Nombre de jours de travail : 15	30%
<b>Livrable 2</b> L'étude sur l'impact de la publicité politique sur l'orientation de l'opinion publique en période électorale (en format Word)	Nombre de jours de travail : 15	30%
<b>Livrable 3</b> des recommandations pour les autorités électorales	Nombre de jours de travail : 10	40%

---

#### 5. Durée

---

Le(a) consultant(e) devra compléter sa mission pour une durée de 40 jours ouvrables entre avril 2020 et 31 décembre 2020. À la suite de l'annonce du confinement sanitaire et tant que le PNUD adopte le télétravail, la mission se déroulera à distance et le consultant soumettra les livrables en copie électronique. Le spécialiste des affaires juridiques électorales du PNUD organisera périodiquement des réunions de suivi via Skype afin d'assurer le suivi et l'avancement de la mission.

---

## 6. Profil recherché

---

**Éducation** : Diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent en sciences politiques ou communication

**Expériences** :

- Au moins 08 ans d'expérience générale dans des domaines liés à la communication politique
- Expérience avérée dans le domaine d'élaboration de stratégies de communication pour le compte d'institutions publiques ou d'organisations de la société civile
- Expérience en matière de communication digitale
- Expérience de travail sur des thématiques liées à la jeunesse
- Expérience dans la gestion et production des connaissances (élaboration d'études, guides, réalisation d'enquête ...)
- Des expériences dans la coopération internationale au développement sont considérées comme des atouts.

**Langues requises** : Excellente maîtrise de l'arabe et du français

---

## 6. Soumission des documents

---

Les candidats doivent soumettre les documents suivants :

- Une proposition de méthodologie de travail (pas plus de 1500 mots)
- Une proposition financière indiquant le montant global à percevoir exprimé en H/J ;
- Curriculum vitae ou P11 mentionnant au moins trois (3) références.

---

## 7. Evaluation des soumissionnaires

---

Évaluation des offres (soumissions) financières :

- Toute offre n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise (70 points) ne sera pas retenue pour l'évaluation financière.
- À l'offre financière la moins onéreuse (parmi les offres retenues) est attribuée la note maximale de 100 points ;
- La note financière d'une offre n est calculée comme suit :

$$NF_n = (OF_{mo} / OF_n) * 100$$

NF<sub>n</sub> = note financière de l'offre n (sur 100 points) ;

OF<sub>mo</sub> = montant de l'offre la moins onéreuse ;

OF<sub>n</sub> = montant de l'offre n.

Sélection de la meilleure offre :

- La note globale d'une offre n est calculée comme suit :

$$NGn = \frac{70\% * NTn}{100} + \frac{30\% * NFn}{100}$$

NGn = note globale de l'offre n ;  
 NTn = note technique de l'offre n (70 points ≤ NTn ≤ 100 points) ;  
 NFn = note financière de l'offre n.

- L'offre retenue sera celle qui aura obtenu la meilleure note globale NGn.

Attribution de la note technique :

<b>Critères</b>	<b>Poids</b>	<b>Point maxi</b>
<i>Techniques</i>	100%	100 points
<b>Pré requis</b> : Diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent en sciences politiques ou communication		
<b>Critère A</b> : Expérience d'au moins 08 ans dans des domaines liés à la communication politique <ul style="list-style-type: none"> <li>• DE <b>08 à 10</b> ans ..... <b>08 points</b></li> <li>• De <b>10 à 12</b>ans.....<b>10 points</b></li> <li>• Plus de <b>12</b> ans.....<b>15 points</b></li> </ul>	15%	15
<b>Critère B</b> : Expérience dans le domaine d'élaboration de stratégies de communication pour le compte d'institutions publiques ou d'organisations de la société civile <ul style="list-style-type: none"> <li><b>3</b> missions d'expertise .....<b>08 points</b></li> <li><b>4 à 7</b>missions d'expertise .....<b>12 points</b></li> <li><b>8</b> missions d'expertise et plus.....<b>15 points</b></li> </ul>	15%	15
<b>Critère C</b> : Expérience dans le domaine de la communication digitale <ul style="list-style-type: none"> <li><b>1</b> mission/produit..... <b>07 points</b></li> <li><b>2</b> missions/produits ..... <b>10 points</b></li> <li><b>3</b> missions/produits et plus..... <b>15 points</b></li> </ul>	15%	15
<b>Critère D</b> : Expérience de travail dans des thématiques liées à la jeunesse <ul style="list-style-type: none"> <li><b>1 à 2</b> missions .....<b>07 points</b></li> <li><b>3 à 4</b> missions ..... <b>10 points</b></li> <li>Plus que <b>4</b> missions ..... <b>15 points</b></li> </ul>	15%	15
<b>Critère E</b> : Expérience dans la gestion et production des connaissances (élaboration d'études, guides, réalisation d'enquête ...) <ul style="list-style-type: none"> <li><b>1 à 2</b> produits.....<b>05 points</b></li> <li><b>3 à 4</b> produits..... <b>07 points</b></li> <li>Plus que <b>4</b> produits ..... <b>10 points</b></li> </ul>	10%	10
<b>Critère F</b> : expériences dans la coopération internationale au développement <ul style="list-style-type: none"> <li><b>1 à 2</b> missions ..... <b>05 points</b></li> <li><b>3 à 4</b> missions ..... <b>07 points</b></li> <li>Plus que <b>4</b> missions ..... <b>10 points</b></li> </ul>	10%	10

<p><b>Critère G : Méthodologie de travail</b>  Qualitatif (L'évaluation du comité sera basée sur la qualité de la méthodologie en tenant compte de la présentation, l'approche et la stratégie ainsi que la faisabilité de la mise en œuvre).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée et correspond-il aux TDRs?.....<b>10 points</b></li> <li>• La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace du projet ?.....<b>10 points</b></li> </ul>	20%	20
--	-----	----